

# Le processus bolivarien : un projet alternatif en tension ?

jeudi 19 février 2009, par [GAUDICHAUD Frank](#), [LANDER Edgardo](#) (Date de rédaction antérieure : janvier 2009).

**Edgardo Lander est professeur de sociologie à l'Université Centrale du Venezuela. Intellectuel critique du néolibéralisme, du fonctionnement de la démocratie latino-américaine et de la « colonialité » du savoir, il est un analyste avisé du processus bolivarien [1]. Dans cette réflexion de Contretemps sur l'anticapitalisme et les alternatives à gauche, il nous a semblé intéressant d'aborder avec lui l'expérience vénézuélienne. En effet, depuis 1998 et l'élection de Hugo Chávez Frias, le processus bolivarien a joué un rôle notable dans le renouveau des luttes sociales et des discussions mondiales sur le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Alliant participation populaire, nationalisme et anti-impérialisme, le projet démocratique vénézuélien n'en est pas moins traversé par de multiples tensions et contradictions. Cependant, alors que la gauche radicale européenne en est encore souvent au niveau du débat théorique, le Venezuela (comme la Bolivie et l'Equateur) permet de réfléchir concrètement sur la construction d'alternatives au néolibéralisme et aux immenses défis qu'une telle question soulève.**

Sommaire

- [Bolivarianisme et peuple \(...\)](#)
- [Radicalisation politique \(...\)](#)
- [Premiers bilans pour le \(...\)](#)
- [Renforcer la démocratie \(...\)](#)

---

## Bolivarianisme et peuple souverain

**Edgardo, tu as beaucoup étudié le processus bolivarien et proposé des analyses problématisées à la fois critiques et constructives du point de vue de la gauche radicale, sur cette expérience collective. Tu as défini le bolivarianisme non comme une doctrine, mais plutôt comme un espace où se définissent des valeurs nationales et populaires. Aujourd'hui, au terme de dix ans de gouvernement Chávez, quelle est ta perception ? Et pourrait-on affirmer que le processus bolivarien est aussi un projet alternatif au capitalisme néolibéral ?**

Je crois, tout d'abord, qu'en tant que projet politique, idéologique, stratégique, en tant que projet de société, le bolivarianisme est un projet de changement permanent. On ne peut pas dire le bolivarianisme « est », comme si c'était une chose déterminée, avec une doctrine stable ou un

corpus de concepts et une vision de la société qui soient ancrés dans une conception bien définie. Il s'est produit des déplacements très significatifs au cours des dernières dix années, alors que l'on continue à parler de « révolution bolivarienne ». Dans les premiers temps, quand ce projet a été conçu, le président Chávez a commencé à expliquer ce qu'il entendait par révolution bolivarienne. Plutôt qu'un projet d'Etat ou la formulation d'une conception économique, d'un système politique, etc., il s'agissait d'énoncés fondés sur des valeurs générales qui relevaient des idées de liberté, d'équité, de solidarité, d'autonomie et d'anti-impérialisme. Deux questions étaient particulièrement importantes : la notion de peuple, ce qui est d'essence populaire, et la notion de souveraineté. C'est ainsi que s'est construite la notion médullaire de l'ensemble du discours politique bolivarien : le peuple souverain. Dans ses discours avant les élections de 1998, Chávez insistait beaucoup sur la nécessité d'une voie alternative au modèle libéral. Mais il présentait aussi une vision critique de l'expérience du socialisme du XX<sup>e</sup> siècle. Il affirmait la nécessité d'une option fondamentalement enracinée dans l'histoire des cultures latino-américaines. Le terme latino-américain n'est d'ailleurs pas un concept approprié. A cette époque, quand on parlait de « troisième voie » - une orientation fortement associée à la politique de Tony Blair ou d'Anthony Guiddens - il s'agissait en fait d'un concept différent. Il s'agissait d'une option historique enracinée dans les traditions de l'Amérique latine, les racines culturelles complexes de l'Indien, de l'Africain et de l'Européen qui ont présidé à la formation de ces sociétés.

Plus qu'un projet de société, c'était une critique aussi bien de ce qu'avait été l'expérience internationale du socialisme réel que de la démocratie libérale expérimentée par le Venezuela à partir de 1959 sous le nom de « pacte de Punto fijo » [2]. Si on considère le débat préparatoire à la constituante en 1999 et le contenu même de la constitution, qui constitue le texte fondateur du nouvel ordre politique de la V<sup>e</sup> République [3], il faut relever plusieurs éléments qui permettent de comprendre le modèle de société proposé. Tout d'abord, même si le discours politique oppose radicalement la démocratie représentative et la démocratie participative, dans le texte de la constitution la démocratie participative n'apparaît pas comme une alternative opposée à la démocratie représentative, mais comme un complément qui rend possible la radicalisation et l'approfondissement de la démocratie. Sont ainsi conservées les instances fondamentales des institutions de la démocratie libérale, en particulier la séparation des pouvoirs et l'existence d'instances à caractère représentatif comme l'Assemblée nationale et les Conseils municipaux. Mais cela va de pair avec un élargissement significatif des formes d'exercice de la démocratie en termes de participation : référendum révocatoire, référendum permettant de proposer ou d'abroger des lois, mécanismes démocratiques de contrôle de la gestion publique, modalités participatives dans le domaine de la production, de l'économie sociale, etc.

Du point de vue du modèle économique et des débats classiques Etat/marché, droite/gauche, capitalisme/socialisme, ce qui apparaît dans le texte de la constitution est au fond la réaffirmation d'un modèle social-démocrate : l'Etat providence, une économie dans laquelle l'Etat intervient fortement à la fois comme propriétaire et comme régulateur. Le pétrole est la richesse principale du pays. Il est donc fondamental que l'Etat contrôle ce secteur. Mais c'est aussi vrai pour d'autres secteurs économiques essentiels : électricité, services publics, industries de base. Cette perspective présente une certaine continuité avec le modèle social-démocrate antérieur. Cependant, dans les années 90, elle est totalement à contre-courant de ce qui se passait dans le reste de l'Amérique latine. A l'époque de l'hégémonie absolue du consensus de Washington et des politiques néolibérales d'ajustements structurels, la majorité des pays du continent ont connu des processus systématiques de privatisation et de démantèlement de l'Etat social. A l'inverse, dans la constitution vénézuélienne se trouvent inscrits le droit à l'éducation universelle gratuite, à un système national de santé et de sécurité sociale. La garantie de droits sociaux et économiques fondamentaux s'en trouve non seulement préservée, mais encore renforcée. Dans le monde actuel où domine l'imaginaire néolibéral, cette constitution ouvre la possibilité de réorientations politiques radicales.

Ce qui n'apparaît pas au départ dans le projet bolivarien, c'est le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », un concept qui n'est défini que dans les débats postérieurs. La constitution bolivarienne adoptée en 1999 s'inscrit dans les limites d'une société capitaliste et, jusqu'à un certain point, dans les limites de l'ordre libéral. Mais elle postule à faire aboutir des promesses jamais tenues par la social-démocratie et à approfondir les pratiques de la démocratie.

## **Radicalisation politique et contradictions du nationalisme radical**

**A partir de 2002, avec le putsch d'avril et le lock-out à PDVSA [4] en décembre et janvier 2003, le processus se radicalise grâce à la mobilisation exemplaire du mouvement populaire qui met à bas les plans de l'opposition, de l'oligarchie et de Washington. On voit progressivement apparaître la figure discursive du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Le défi bolivarien s'affirme alors avec force comme un processus contre-hégémonique, nationaliste et anti-impérialiste. A mon avis, grâce à cette lutte populaire et à la défaite des plans de déstabilisation visant le gouvernement de Chávez, on assiste à un bon en avant en termes de radicalité politique. Cette deuxième étape du processus semble se prolonger aujourd'hui, avec des hauts et des bas et de fortes contradictions ?**

Depuis 2002, nous vivons effectivement un moment différent : le discours a changé, les objectifs ont changé. La définition des étapes présente toujours des difficultés. Quand commence l'une et quand finit l'autre ? Mais il faut constater que nous sommes dans une phase différente du processus de changement au Venezuela. Les confrontations entre le gouvernement et l'opposition et le niveau extraordinaire de mobilisation et d'organisation populaires ont conduit à une sorte de nouveau pacte implicite entre le gouvernement et les secteurs populaires et à une radicalisation du processus politique. Il s'est produit parallèlement une redéfinition profonde des relations entre le gouvernement et le patronat. Au cours des premières années, le gouvernement Chávez, tout en développant un discours politique radical, anti-impérialiste et même de classe, s'efforçait de promouvoir l'industrie nationale en accordant des prêts bon marché aux entrepreneurs et en appliquant des mesures protectionnistes.

Il s'agissait en réalité de deux orientations incompatibles. Le patronat, tout en tirant parti des mesures économiques, restait sur ses gardes face au discours politique. Dès le début il y a eu une fuite massive de capitaux. Les entrepreneurs vénézuéliens n'étaient pas prêts à investir dans le projet bolivarien. Dans la période critique du coup d'Etat d'avril 2002 et lors de la grève patronale dans l'industrie pétrolière (2002-2003), les secteurs dominants ont fait leur possible pour renverser le gouvernement. Il s'est produit alors une rupture apparemment définitive entre le gouvernement bolivarien et la majeure partie du patronat. Ils ont vu dans le gouvernement une menace contre leurs intérêts. De son côté, le gouvernement a reconnu que le projet de transformation qu'il se proposait de mener à bien pourrait difficilement compter sur des alliances avec des secteurs significatifs du patronat.

Le contexte international a changé lui aussi, en particulier le contexte sud-américain. L'isolement total dans un environnement de gouvernements conservateurs et néolibéraux a pris fin dans un continent où la majorité des gouvernements sont considérés comme « progressistes » ou de gauche. En Equateur, et surtout en Bolivie, s'affrontent des visions radicalement différentes de la société à construire. C'est au sein de ce nouveau rapport de forces tant interne que régional qu'a commencé à s'affirmer de façon réitérée l'idée du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Cette dynamique conduit à la proposition de réforme constitutionnelle en 2007 qui marquait une rupture assez claire avec la constitution de 1999 et avançait des préfigurations d'une société « socialiste ».

**Avant d'aborder la défaite du référendum du 2 décembre 2007, je crois intéressant d'insister sur cette tension constante au sein du processus bolivarien entre ce que nous pourrions appeler la politique « néodéveloppementiste » du gouvernement, ce mélange de capitalisme d'Etat et privé - que le vice-président de Bolivie, Garcia Linera, appelle le capitalisme ando-amazonien - et la volonté de certains secteurs politiques - au sein, mais aussi en dehors, du chavisme - et des mouvements sociaux, de radicaliser les formes de pouvoir populaire, les conseils communaux, les expériences de contrôle ouvrier, en posant ainsi de façon concrète la nécessité d'une alternative socialiste. Apparemment cette disjonction reste une contradiction clé pour comprendre le Venezuela aujourd'hui. Ainsi, on peut évoquer la rencontre du 11 juin 2008 entre des secteurs du patronat, de la banque et le président Chávez où on a de nouveau évoqué la vieille idée de la « relance de la production » en alliance avec le patronat « national ». Une telle tendance apparaît comme une contradiction flagrante avec les déclarations gouvernementales des mois précédents, en particulier suite à la nationalisation de SIDOR [5] et le qualificatif de « gouvernement ouvrier » qu'il s'était donné. Finalement, quelle est la politique économique du bolivarianisme ?**

Il existe sans aucun doute une contradiction permanente, non résolue. Mais il faut la considérer également comme le reflet d'un manque de perspective sur la construction d'une société alternative en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Si nous nous trouvions à une époque révolue, disons il y a plusieurs dizaines d'années, au temps du socialisme réel du XX<sup>e</sup> siècle, l'idée de « socialisme » serait considérée en termes de propriété étatisée des moyens de production, de contrôle étatique par en haut et de façon centralisée. Mais ce n'est évidemment plus ce qui est à l'ordre du jour. C'est si vrai que le débat actuel à Cuba porte sur la réintroduction de certaines modalités de distribution des ressources en termes de prix, de marché, face à l'inefficacité de l'économie étatisée, de ses coûts économiques, politiques et sociaux. Le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ne considère pas que l'Etat va tout contrôler, même si c'est toujours dans l'imaginaire de certains penseurs à l'orthodoxie inflexible.

Mais cette contradiction tient également au fait que le processus bolivarien reste, sur le plan idéologique, extraordinairement hétérogène. De nombreux membres du gouvernement, ou proches de celui-ci, font des affaires, participent à l'accumulation privée de capital, de manière illicite et sur la base des ressources de l'Etat. Cette « bolibourgeoisie » se livre ouvertement à ce genre de pratiques et le fait en l'accompagnant d'un discours révolutionnaire sur le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Il n'y a pas que l'opposition pour porter de telles accusations. Il s'agit d'un sérieux problème de gestion publique auquel le gouvernement n'a pas pu répondre ou n'en a pas eu la volonté politique. Par ailleurs, au delà de cette absence de définition politico-idéologique d'un projet alternatif au capitalisme, on constate de graves carences et discontinuités dans la gestion publique. Fréquemment, quand une politique publique donnée, par exemple en matière de logement, n'obtient pas les résultats escomptés, on nomme une nouvelle équipe responsable. Cette nouvelle équipe s'installe, écarte le personnel en place, fait table rase pour s'engager dans une nouvelle politique publique, sans faire un bilan de la gestion antérieure et sans continuité avec les programmes engagés...

**Après la défaite du référendum de 2007, tu as évoqué une possible « bifurcation critique » du bolivarianisme, au sens où cette défaite pouvait être l'occasion de faire un bilan et de ré-élaborer, démocratiser et réfléchir de façon collective sur le processus, ou au contraire renforcer les tendances autoritaires, bureaucratiques ou verticalisme du chavisme. Avec le recul, que s'est-il réellement passé ?**

Je crois que cette question n'est toujours pas tranchée. On ne sait toujours pas quelle branche de cette bifurcation a empruntée le processus. C'est précisément dans la période immédiatement

postérieure au référendum de 2007 que l'on a connu le débat politique le plus ouvert entre les forces politiques et sociales hétérogènes qui se réclament de près ou de loin du chavisme. On a connu au cours de ces semaines une large réflexion critique, surtout dans les rangs des organisations populaires, où je dirais que pour la première fois tout a été mis en discussion, y compris le leadership de Chávez, les relations avec son entourage, les exigences d'autonomie des organisations sociales, la corruption, l'inefficacité de la gestion publique, le sectarisme et l'autoritarisme. Toutes ces questions sont passées de simples conversations privées à des débats publics. J'estime que cette période a été très bénéfique, riche de possibilités. Mais comme toujours, de nouveaux éléments politiques, en l'occurrence les élections, sont venus faire pression pour réduire l'espace du débat critique afin de renforcer l'unité du chavisme, ou selon les termes consacrés « ne pas donner d'armes à l'ennemi ». Je trouve que ce large débat démocratique a beaucoup régressé en 2008.

## **Premiers bilans pour le Parti socialiste unifié du Venezuela**

**Nous pouvons aujourd'hui évaluer les premiers mois de fonctionnement du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) [6] Le PSUV a été créé en 2007 afin de regrouper dans une seule organisation, l'essentiel des forces politiques qui soutiennent le gouvernement Chávez et le processus bolivarien, à commencer par le Mouvement cinquième république (majoritaire). A l'inverse, Patria Para Todos et le Parti communiste ont refusé de s'intégrer à ce parti, tout en continuant à soutenir activement la politique menée par le président vénézuélien. Le PSUV compterait pas moins de deux millions et demi de militants (sur une population de 28 millions d'habitants).]. Que penses-tu de ce nouveau parti ? Sera-t-il vraiment une instance politique du peuple pour soutenir les progrès du processus tout en construisant un outil démocratique indépendant dans la lutte pour le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » ? Cette tension entre l'appel à « resserrer les rangs » qui étouffe le débat collectif et la nécessité de discuter de tout à la base semble se manifester également à l'intérieur de ce parti. J'ai cru comprendre que les élections internes du PSUV ne se sont pas toujours déroulées de bas en haut et qu'elles n'ont pas suivi une démarche réellement ouverte...**

Je dirais que la démarche a été semi-ouverte, tant pour ce qui concerne la désignation des organes directeurs du PSUV que dans l'organisation des primaires pour désigner les candidats pour les élections régionales de novembre 2008. Il y a eu aussi bien manipulation et contrôle d'en haut qu'expression authentique de la volonté des militants. Par exemple, on sait que dans l'élection de la direction du parti, les militants ont clairement indiqué leur préférence pour les candidats civils face aux militaires. Avec les primaires pour la désignation des candidats du PSUV aux postes de gouverneurs et de maires, le fait que Aristóbulo Iztúriz [7] a été désigné avec 95 % des voix comme candidat dans la métropole est très significatif et en fait le numéro deux du chavisme en termes de popularité. Un enjeu important pour la démocratie au Venezuela concerne à l'évidence le rôle des militaires. La culture militaire est une culture hiérarchique, celle de l'obéissance, non de la démocratie et du débat. Autre exemple. La gestion du maire de Barquisimeto, Henry Falcón, a été jugée positive par la population de cette ville. Lors des primaires du PSUV, il a été élu alors qu'on l'accusait de ne pas être assez révolutionnaire et qu'un autre candidat était soutenu par Chávez et la direction du parti. Dans un certain nombre de cas, l'écart entre les candidats arrivés en tête était faible, ce qui permettait à la direction, selon les dispositions en vigueur, de choisir entre les deux. Là où le candidat arrivé second a été choisi, des signes de mécontentement se sont manifestés. Le PSUV est un champ de tensions : il ne permet pas le plein exercice de la démocratie issue de la base, mais il n'est pas non plus un espace que l'on pourrait contrôler totalement par en haut.

**Comment perçois-tu le contexte politique de ces derniers mois, après la défaite électorale du chavisme de fin 2007 et suite à l'élection des gouverneurs et maires en novembre**

## 2008 ?

Un bref retour en arrière permet d'avancer une réponse. L'année 2007 a été, je crois, une année catastrophique du point de vue du projet de changement au Venezuela. Catastrophique parce que Chávez lui-même et les dirigeants politiques du processus ont eu une appréciation erronée sur la signification de la victoire à l'élection présidentielle de 2006. Ils ont agi comme si soixante et quelque pour cent de la population avait donné carte blanche à Chávez et se prononçait consciemment en faveur du socialisme. Il faut être attentif aux multiples imprécisions qui accompagnaient cette option. Au Venezuela, de larges secteurs de la population associent le « socialisme » directement à l'expérience cubaine. Et en partie du fait de l'image qu'en donne les médias dominants, l'idée que la majorité de la population se fait de Cuba est associée à la pénurie et aux privations de liberté...

En 2007, deux événements particulièrement importants figuraient sur l'agenda politique du chavisme : la mise en place des conseils communaux et la création du PSUV. Mais vu la façon dont a été conduite la réforme constitutionnelle, tout le reste, y compris la gestion publique, a été subordonné aux exigences conjoncturelles de la campagne du référendum. En témoignent largement l'abandon de modules du programme de santé Barrio Adentro, la croissance de l'insécurité, la pénurie de lait, d'oeufs et d'autres aliments de base. La priorité donnée aux intérêts électoraux du parti a entravé la possibilité de mettre en place les conseils communaux, conçus comme des organisations sociales plurielles. Tout cela a nourri un véritable malaise. Le référendum s'est tenu dans ce contexte délabré. Il y a eu trois millions de voix de différence entre ceux qui avaient voté pour Chávez à l'élection présidentielle, un an plus tôt, et ceux qui ont voté pour la réforme constitutionnelle en 2007. C'est la première défaite politico-électorale qu'a essuyée ce gouvernement. La construction du parti a, elle aussi, été affectée par la priorité donnée à la mobilisation pour le référendum. Créé en dehors d'une période électorale, il n'aurait pas connu cette situation où chaque décision était directement inspirée par la question de qui sera candidat à quoi. Pour l'opposition au Venezuela l'échec du projet de réforme constitutionnelle est un moment historique. Elle y trouve l'opportunité de tirer les leçons des lourdes erreurs des années antérieures, d'isoler les secteurs putschistes de la droite la plus radicale et d'essayer d'impulser un front unitaire, non seulement pour les élections régionales de 2008, mais aussi pour les législatives de 2010 et la présidentielle de 2012. Elle a effectivement réussi à présenter un candidat unique dans la majorité des cas lors des élections qui viennent de se tenir.

**Si nous analysons les résultats des élections de novembre que Chávez lui-même avait qualifiées d'élections « les plus importantes de l'histoire du Venezuela » lors d'un discours l'été dernier, quelles leçons peut-on tirer d'un scrutin qui concernait pas moins de 17 300 candidats dans plus de 330 municipalités et 21 états ? Comment le chavisme et le PSUV ont-ils passé cette échéance et quelles sont les perspectives de la gauche et de l'opposition ?**

Les résultats des élections du 23 novembre peuvent être considérés comme un revers électoral pour le gouvernement de Chávez, même s'il a gagné dans la grande majorité des municipalités du pays, obtenu dix-sept gouverneurs et recueilli plus de 1 million de voix de plus que l'opposition au niveau national. Le gouvernement a perdu la métropole de Caracas et Maracaibo, ainsi que cinq états, dont les trois plus peuplés du pays : Zulia, Carabobo et Miranda. En outre, avec la défaite dans l'état de Táchira, les zones les plus peuplées d'une frontière complexe et tendue avec la Colombie se retrouvent sous le contrôle de l'opposition. On voit se dessiner une nouvelle carte politico-territoriale du pays. L'opposition domine dans les états les plus peuplés, tandis que le chavisme est majoritaire dans le reste du territoire national. On estime que 44 % de la population aura des gouverneurs ou des maires d'opposition.

Cette progression importante, mais pas décisive, de l'opposition est interprétée par les deux camps comme une victoire. Le gouvernement fait valoir qu'il est majoritaire dans le pays, l'opposition qu'elle a gagné dans les états les plus peuplés. Dans le contexte post-électoral, la controverse porte sur les interprétations de ce qui s'est passé. Qui a gagné et quelles sont les conséquences de ces résultats pour l'avenir du pays, pour le projet de changement social dirigé par Chávez ? Ces résultats électoraux confirment-ils le soutien au processus, à l'accentuation des réformes pour construire le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle et pour essayer à nouveau d'obtenir une réforme de la constitution qui élimine les restrictions à la réélection du président ? S'agit-il au contraire d'un nouveau rapport de forces au niveau national qui ouvre la possibilité d'une victoire de l'opposition aux élections de 2012 ? La réponse à ces questions ne peut se déduire des résultats électoraux. Elle dépendra de la capacité politique qu'auront le gouvernement et l'opposition à tirer parti de cette nouvelle conjoncture. La capacité du gouvernement et du PSUV à mener une large réflexion critique et autocritique sur les causes de ces résultats s'avère une question d'importance centrale. A nouveau la population a exprimé son mécontentement de la gestion publique des maires et des gouverneurs chavistes. Sans aucune exception, tous les maires, au niveau métropolitain ou municipal, qui ont gouverné la ville de Caracas au cours de ces dix dernières années ont été sanctionnés par la population pour leur gestion particulièrement déficiente. On a très souvent voté pour eux par loyauté vis-à-vis de Chávez, malgré une opinion assez négative. Les problèmes de l'insécurité, des transports, du traitement des ordures, de l'éclairage public, l'absence d'espaces publics de rencontre et de loisirs, etc., sont loin d'avoir été corrigés aujourd'hui à Caracas. On ne peut pas s'engager dans un processus de transformation profonde de la société si on n'est pas capable, par une gestion compétente, d'améliorer les conditions de vie quotidienne de la population. On dirait que, puisqu'on s'engageait dans la tâche stratégique de « faire la révolution », il ne semblait pas nécessaire de s'occuper d'un problème aussi secondaire que le traitement des ordures.

L'année 2009 sera une année particulièrement critique pour la consolidation du processus de transformation que connaît le Venezuela. Les importantes réserves internationales permettront sans doute au gouvernement de protéger l'économie vénézuélienne des effets les plus négatifs de la crise économique et financière globale. Mais si, comme cela paraît probable, la crise mondiale s'aggrave et se prolonge, la chute des prix du pétrole aura certainement un profond impact à partir de 2010 sur les recettes fiscales et les dépenses publiques, moteur de la croissance économique qu'a connue le pays au cours des cinq dernières années. Les élections parlementaires se dérouleraient alors dans des conditions très peu favorables au gouvernement. C'est pourquoi, soit les graves problèmes de carence de la gestion publique seront traités d'ici là avec vigueur ; soit les partis et les forces d'opposition - bien qu'ils soient incapables de proposer des options attractives pour l'avenir - pourraient tout au moins apparaître aux yeux de beaucoup comme de meilleurs gestionnaires de la vie quotidienne. L'opposition fera tout son possible pour se donner cette image dans les régions qu'elle va gouverner d'ici 2012.

## **Renforcer la démocratie participative et le pouvoir populaire**

**Parmi les aspects les plus positifs du processus bolivarien figurent les expériences de participation populaire (comme les conseils communaux) mais aussi l'impressionnante politisation de vastes secteurs de la population, qui avaient été jusqu'ici marginalisés par le système politique dominant. Que faudrait-il renforcer pour (re)construire des formes d'auto-organisation démocratique et collective, des organes de « pouvoir populaire » ? Quelle serait la stratégie pour construire un projet de contre-hégémonie, une alternative réelle au capitalisme néolibéral ? Enfin, en guise de conclusion, comment forger ce que tu as appelé « un monde de démocratie sans fin » et que nous pourrions appeler « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » ?**

Le défi essentiel est d'imaginer une société différente : que pourrait être une société post-capitaliste ? Ce défi est tributaire tant des particularités du Venezuela que du changement d'époque à l'échelle mondiale. Je dirais qu'il y a deux axes de tension majeurs pour concevoir un projet démocratique alternatif pour le Venezuela. Un premier thème tient aux limites écologiques de la planète, singulièrement pour un pays pétrolier comme le nôtre. La construction d'un projet de société alternatif à l'ordre destructeur du capitalisme doit nécessairement proposer un modèle de civilisation alternatif du point de vue de la production et de qualité de vie, des modèles de consommation destructeurs qui sont aujourd'hui hégémoniques. Cette dimension ne peut pas être renvoyée à plus tard, à une phase postérieure du processus de changement. C'est un enjeu urgent dont dépend la poursuite ou non de la vie sur la planète Terre. Je suis convaincu que si nous ne trouvons pas de réponse d'un point de vue anticapitaliste, s'il n'y a pas de réponse alternative démocratique à la crise écologique planétaire, on verra finalement s'imposer des réponses profondément autoritaires dans une société marquée par un apartheid global croissant. Les grands murs-frontières et la répression systématique des déplacés économiques en sont seulement le signe précurseur. Pour la lutte des mouvements paysans et indigènes en Amérique latine et dans de nombreuses régions du monde, le thème de la démocratie et celui de la vie ne sont pas séparés ; ils sont partie intégrante de leur propre vision du monde et de leur propre vécu. Mais les gouvernements continuent à penser - et, ce qui est pire, à agir - avec comme indices de succès la croissance du PIB et du revenu per capita. Au Venezuela, nous n'avons avancé aucune réponse à ces défis urgents. Loin de diminuer, la dépendance de l'économie vénézuélienne vis-à-vis de la rente pétrolière ne fait que s'accroître.

En outre, ce modèle de développement rentier suppose un niveau élevé d'étatisme, de centralisation et d'autoritarisme. Le rapport entre autonomie et étatisme constitue une autre question centrale pour concevoir un projet anticapitaliste démocratique. Cette tension est centrale dans l'histoire du Venezuela pétrolier. Au nom de la société, l'Etat vénézuélien exerce son contrôle sur les principales richesses du pays. Mais il n'a pas les capacités de gestion qui seraient nécessaires pour que ces ressources répondent aux nécessités de l'ensemble de la société, en particulier les secteurs sociaux traditionnellement exclus. Au Venezuela, les rapports entre Etat et organisations sociales, entre Etat et partis, sont marqués par un verticalisme pesant. L'autonomie des organisations sociales est trop souvent vue par le gouvernement comme une menace potentielle. C'est visible dans tous les domaines. Le mouvement syndical qui soutient le processus connaît une tension très forte entre les tendances qui donnent la priorité au soutien, parfois inconditionnel, à la politique gouvernementale et les tendances qui cherchent à construire des organisations autonomes. Si les organisations syndicales se transforment en appendices de l'Etat, cela signifie la perte de toute la richesse de l'expérience historique du mouvement ouvrier. Il en va de même avec les conseils communaux. Deux conceptions s'opposent fortement : celle qui voit dans les conseils communaux une organisation populaire de base, l'expression de l'ensemble pluriel des secteurs de la société qui discutent et décident au niveau local de leurs propres affaires ; et celle qui les conçoit comme formes d'organisation à la base du mouvement chaviste. Les conseils communaux sont censés être le lieu privilégié de la démocratie participative. S'ils sont soumis à une logique sectaire partisane, une grande partie de la population se sent exclue a priori et les conseils communaux perdent leur potentiel comme organes premiers de la démocratie participative. Le Venezuela a une tradition limitée d'organisations sociales autonomes. Jusqu'en 1958 c'était une société qui n'avait pratiquement pas d'expérience démocratique même dans son acception libérale. Ensuite la mainmise des partis sur la vie politique a été très forte. Les partis dominants, Action Démocratique et COPEI, ont été les vecteurs de la répartition des ressources de l'Etat, ce qui leur a permis de contrôler et de soumettre la majorité des organisations de la société vénézuélienne. Ils contrôlaient absolument tout. Ils s'infiltraient par tous les pores de la société.

Le gouvernement bolivarien a impulsé un processus positif et accéléré d'extension et de

renforcement des organisations sociales de base, en développant des actions politiques spécifiques. C'est notamment le cas des politiques sociales en matière d'éducation, de santé ou de production. Elles sont définies de façon à contribuer à la constitution d'un tissu social, à la promotion de la citoyenneté, à l'organisation communautaire. Le modèle d'organisation communautaire de la politique de santé connu sous le nom de Barrio Adentro en est emblématique. La mise en place d'un dispensaire dans une communauté et la présence de médecins n'a aucun sens si la communauté n'est pas organisée en comités de santé pour prendre en charge cette action. Ces initiatives publiques se heurtent à la difficulté d'avancer dans la construction de formes organisationnelles et de tissus sociaux autonomes qui ne soient pas tributaires, en permanence, de l'Etat et de ses ressources.

Pour conclure, la capacité de préserver ou de construire cette autonomie dans le cadre d'un projet populaire alternatif dépend de nombreux facteurs, mais avant tout de la pré-existence d'organisations de base, riches d'une expérience de lutte et de participation collective. Cela dépend aussi des orientations politiques mises en œuvre par les fonctionnaires du gouvernement eux-mêmes selon qu'ils considèrent les politiques publiques d'un point de vue instrumentaliste, clientéliste, ou au contraire comme un instrument de promotion de l'organisation sociale populaire autonome. L'expérience en la matière de ces dernières années est très diverse, mais cette tension entre le contrôle par en haut et l'autonomie à la base est, peut-être, du point de vue de la démocratie radicale, un des axes médullaires propre à mettre en perspective ce qui se passe au Venezuela et à concevoir la construction d'un « monde de démocratie sans fin ».

---

## **P.-S.**

\* Source : Contretemps, janvier 2009. Entretien traduit de l'espagnol (vénézuélien) par Robert March.

---

## **Notes**

[1] Auteur de plusieurs ouvrages tel que *Neoliberalismo, sociedad civil y democracia. Ensayos sobre América Latina y Venezuela* (1995), il a publié de nombreux articles sur le processus bolivarien, dont dernièrement en français avec Pablo Navarete, « Le Venezuela et le processus bolivarien » (in *Le Volcan latino-américain*, dir. F Gaudichaud, Textuel, 2008).

[2] En 1958, la chute du dictateur Pérez Jiménez donne lieu au pacte de Punto Fijo entre les deux partis dominants de cette époque, Action démocratique (AD) et le COPEI (social-chrétien). Ce pacte organise le partage du pouvoir et l'alternance entre les deux partis, sur la base de l'exclusion du Parti communiste et des secteurs populaires du système politique. Pendant 40 ans, ils appliqueront plus ou moins les mêmes politiques au service de l'oligarchie locale, marquées par le clientélisme et la corruption généralisée.

[3] L'une des principales promesses électorales d'Hugo Chavez en 1998 est d'en finir avec la IV<sup>e</sup> République (celle du pacte de Punto Fijo) et de convoquer une Assemblée Constituante.

[4] *Petróleos de Venezuela SA* (abrégé en PDVSA) est la compagnie pétrolière appartenant à l'État vénézuélien. Fondée en 1975, elle a été reprise en main durant le gouvernement Chavez.

[5] SIDOR est une immense aciérie située dans l'Etat de Bolivar. Sa nationalisation fait suite à un long conflit social et a été prise par Chávez alors que le principal actionnaire, la multinationale italo-argentine Techint, refusait d'améliorer les conditions de travail des salariés (en partie avec

la complicité du ministre du travail, limogé depuis).

[6] L'une des principales promesses électorales d'Hugo Chavez en 1998 est d'en finir avec la IV<sup>e</sup> République (celle du pacte de Punto Fijo) et de convoquer une Assemblée Constituante.

[7] Considéré comme un représentant de l'aile gauche du gouvernement, Aristóbulo Iztúriz a été maire de Caracas en 1994 et ministre de l'éducation sous Chavez. Figure du parti Patria Para Todos avant son intégration dans le PSUV, il a perdu l'élection à la métropole de Caracas en novembre 2008.